

11 au 15 Juin 1848.

Prix : 5 centimes.

1^{re} année. N° 3.

Organisation
du Travail
par l'Association.

JOURNAL DES TRAVAILLEURS.

Plus
d'exploitation
de l'homme par l'homme.

Bureaux provisoires :
rue Constantine, 11.

Les Manuscrits ne sont point rendus
et doivent être signés.

FONDÉ PAR LES OUVRIERS DÉLÉGUÉS AU LUXEMBOURG.

Paraissant le Dimanche et le Jeudi.

Conditions de l'abonnement :
Paris : 6 fr. — Départements : 7 fr.
Les Corporations d'ouvriers sont in-
vitées à communiquer des
renseignements.

SOMMAIRE.

Vive la République. — A Louis Blanc. — Règlement
constitutif de la Société des corporations réunies. — Ur-
banité de la garde nationale modérée. — Ateliers na-
tionaux (suite). — Nouvelles des corporations. — Bul-
letin de l'extérieur. — Avis.

PARIS, 11 JUIN.

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Quel est le Français qui, depuis février, n'a pas
crié : Vive la République?

Est-il un sinécure engraissé par la monarchie,
un noble aux parchemins poudreux, un héros d'agio-
tage, un marchand exploiteur, un valet de cour
qui ne soit venu prendre part au cri général?

Non! le concert a été unanime; mais depuis long-
temps, hélas! ils ne sont plus d'accord. Aujourd'hui,
dégagés de leur faux enthousiasme, ils se demandent
même, avec ce qui leur reste de bonne-foi : Qu'est-ce
donc que la République?

Voilà qui aide à comprendre qu'Aristide ait été
banni par les Grecs; voilà ce qui explique, mieux en-
core que l'histoire, pourquoi notre République aînée
a été condamnée, par nos pères, à un ostracisme de
quarante-quatre ans.

Reprenons. Nous aussi, nous avons crié *vive*, et no-
tre cri a été un cri d'espoir. Maintenant nous nous
adressons, comme tant d'autres, cette question :
Qu'est-ce que la République? — Ce mot paraissant
signifier gouvernement de tous, nous examinons. Or,
ni les actes du pouvoir, ni les institutions existantes,
ni enfin les tendances de nos faiseurs de lois, ne nous
rapprochent de l'idée que nous avons pu nous faire
d'un gouvernement républicain.

Nous sommes donc réduits à nous poser cette nou-
velle et affligeante question : *Que sera notre Répu-
blique?*

Sera-ce la vieille machine constitutionnelle, à la-
quelle on n'aura supprimé qu'un rouage appelé
royauté et ajouté cinq rouages appelés *pouvoir exécutif*?
Vraiment, si nous n'avions pas foi dans l'avenir,
nous serions tentés de le croire. Qu'y a-t-il de
changé?

Les Tuileries sont devenues Invalides civils; —
le Luxembourg est devenu les Tuileries.

Le *Journal des Débats* se nomme le *National*.

Les ex-procureurs du roi qui se sont illustrés dans
les procès de tendance étaient, hier encore, procu-
reurs de la République.

La chambre des députés a subi un grand change-
ment — de local... c'est vrai!

Les représentants sont salariés, — et on laisse dans
un sommeil léthargique la grande question des incom-
patibilités, agitée sous la feue-monarchie.

La peine de mort est abolie. — Le donjon de Vin-
cennes est debout.

La liberté de réunion est désormais consacrée; —
mais les rassemblements seront dissipés par la *force*.

Les sergents de ville sont supprimés... — ou au
moins l'uniforme.

Le chiffre de la garnison est fixé à 4,500 hommes,
— ce qui n'empêche pas les régiments d'entrer dans
la place.

Les apostilles sont interdites. — Les sollicitations
continuent.

La liberté de la presse est illimitée. — On s'occupe
de rétablir le timbre, le cautionnement...

La place nous manque pour énumérer les flagrantes
contradictions du provisoire avec ce que l'on nomme
le définitif.

Il suffit de ce court examen pour voir que quantité
de noms sont changés. C'est beaucoup, sans doute;
mais le peuple des barricades trouve que ce n'est
point assez. Peuple insatiable!

Nous entendons d'avance nos antagonistes ergoter
sur l'inexactitude de nos parallèles, et nous dire d'un
air courroucé : — Que voulez-vous donc? Est-ce la
République de Sparte? — Non, des rois, des esclaves,
nous n'en voulons pas. — Est-ce la République
romaine? — Des consuls, des triumvirs, des dicta-
teurs, nous n'en voulons pas. — Est-ce la République
de Venise? — Un doge, un conseil des dix, nous n'en
voulons pas. — Est-ce la République américaine? —
Un président, toujours des esclaves, nous n'en voulons
pas.

Ici, le citoyen Victor Hugo nous interpelle : —
Est-ce donc le pastiche de 93 qu'il vous faut? *la*
planche aux assignats et la bascule de la guillotine? —
Bien moins encore, respectable académicien. — Mais,
enfin que voulez-vous donc? — Une République *dé-
mocratique et sociale*.

Une République qui soit véritablement le gouver-
nement de tous; qui, ne se bornant pas à écrire sur
son drapeau : liberté, égalité, fraternité, fasse passer
cette admirable devise dans toutes ses institutions.

Dont les lois soient aussi simples, mais aussi sub-
stantielles que le texte de l'évangile.

Dont les armées soient industrielles, et non pas seu-
lement militaires.

Dont la politique, ne comportant plus une compli-
cation de ressorts, repose sur le bon droit et la
vérité.

Dont les enseignements soient grands, répandus et
à la portée de tous.

Une République où le travail de l'intelligence et
celui des mains soient justement honorés, équitable-
ment rétribués.

Où, partant, la richesse soit déversée sur tous, la
misère impossible.

D'où la faveur soit bannie.

Où le mérite prenne sa place.

Où la justice ne puisse plus faillir.

Une République, en un mot, qui soit assise sur une
base assez large pour s'étendre au-delà de la France,
au-delà du continent, au-delà des mers.

Vienne cette République là.

Nous crierons *vive la République!!!*

Jules SALMON.

A LOUIS BLANC.

Citoyen,

Nous sommes depuis longtemps habitués à ta parole. — En
révolution, les heures sont des années, et nous t'aimons trop
pour ne pas te demander pourquoi maintenant tu gardes le
silence?

Serait-ce que ton âme généreuse se trouverait fatiguée de
la lutte? Ton noble cœur faillirait-il à la tâche qu'il s'est lui-
même imposée?

Nous le savons; il est dans la vie de ces instants où les plus
forts sont abattus; l'amour de l'humanité impose de si cruels
sacrifices à ceux qui comme toi en sont embrasés!

Mais, nous aussi, nous souffrons et ta parole relèverait notre
courage, raviverait nos espérances. Tu ignores peut-être que
ton silence est interprété par tes ennemis, qui, ne pouvant
anéantir l'idée que tu représentes, se vengent sur toi de leur
impuissance.

Ils disent : que tu ne peux soutenir la lutte, et que comme
un voyageur marchant au hasard, tu t'es égaré au milieu du
chemin.

Ils savent bien qu'ils mentent, car il y a à peine quelques
jours qu'ayant osé l'attaquer, ils ont été écrasés par ta loyauté.

Nos frères, les Travailleurs, pour lesquels on n'a su créer
que des lois répressives, se plaignent de ton silence et en cher-
chent la cause sans pouvoir la définir.

Que tu ne t'épuises pas en stériles efforts pour essayer de
convaincre des aveugles et des sourds, les travailleurs le com-
prennent sans hésiter, mais il n'en est pas un qui ne se de-
mande pourquoi ton silence s'étend jusqu'à eux.

Ils se rappellent ces jours solennels où tu leur montras
l'avenir ayant pour réel symbole les trois mots qui jusqu'à pré-
sent n'ont été qu'un mensonge, car la misère et le dédain sont
encore nos seuls apanages. Les faiseurs de lois, les gouver-
nants ne connaissent encore que les baïonnettes pour répon-
dre à nos plaintes.

Le peuple est toujours pour eux la *populace* qu'il faut promp-
tement baillonner sans s'inquiéter de ses cris.

Pour ces hommes bronzés par l'égoïsme, l'avenir est con-
vert d'un voile qu'ils n'osent pas même soulever dans la crainte
d'y trouver la condamnation de leurs pensées et de leurs actes.

Citoyen, tu dois le comprendre; ta parole est nécessaire
pour pétrifier les hommes sans conscience, pour porter l'es-
poir au cœur des découragés et des timides.

Nous avons besoin de savoir si c'est la lassitude qui l'opresse
et le condamne au silence, ou bien le mépris pour le mal que
tu vois faire qui s'empare de ton âme.

Nous nous souvenons du 27 avril; tu nous disais : *A ceux
qui ont une conviction profonde, à ceux que l'idée de justice
domine sans réserve, il est commandé de combattre jusqu'à la
mort!*

Et nous, de te répondre : *Vive la RÉPUBLIQUE DÉMO-
CRATIQUE ET SOCIALE.*

A ce cri qui est dans nos cœurs ainsi que sur nos lèvres, il
est impossible que tu gardes le silence.

Ainsi que nous, tu as subi de l'existence tout ce qu'elle peut
contenir de plus amer. Moi, aussi, nous as-tu dit, j'ai été pau-
vre; moi aussi, j'ai vécu à la sueur de mon front; moi aussi,
des mes premiers pas dans le monde j'ai porté tout le fardeau
d'un ordre social inique, et c'est alors que devant Dieu, devant
ma conscience, j'ai pris l'engagement, si je cessais un jour d'être
malheureux, de ne jamais oublier ce qui fait le malheur d'un
si grand nombre de mes frères.

Nous savons que de ta part ce serment était fait avec toute
la pureté, avec toute la conviction que tu apportes dans tes
actes et dans tes écrits. Si nous te le rappelons aujourd'hui,
c'est que nous sommes inquiets, affligés de ton silence et que
dans une famille, lorsque le chef agit ainsi, c'est pour les en-
fants un mauvais présage.

Salut et fraternité,

UN ENFANT DU PEUPLE.

RÈGLEMENT CONSTITUTIF
DE LA SOCIÉTÉ DES CORPORATIONS RÉUNIES.

Art. 1^{er}. Il est formé entre les Travailleurs qui ad-
hèrent aux principes et aux statuts qui suivent, une
société sous le titre de Société des corporations
réunies.

Art. 2. La Société des corporations réunies a pour
but : l'abolition de l'exploitation de l'homme par
l'homme par l'association immédiate des producteurs,
par la création d'ateliers d'ouvriers associés.

A cet effet, UN PLAN D'ASSOCIATION GÉNÉRALE SERA SOU-
MIS AUX DÉLIBÉRATIONS DES SECTIONS AUSSITÔT QU'ELLES
SERONT ORGANISÉES.

Organisation.

Art. 3. Le comité central des délégués des corps
d'état pour l'organisation du travail se divise en co-
mités d'arrondissement en communication directe
avec lui.

Art. 4. Chaque comité d'arrondissement se divise
en sections correspondant avec lui. Ce comité se com-
pose des délégués résidant dans l'arrondissement et du
secrétaire rapporteur de chaque section.

Art. 5. Les sections sont formées des sociétaires qui
adhèrent aux présents statuts.

Art. 6. Le nombre des sections est en raison du
nombre des affiliés.

Pour la banlieue, chaque commune formera une
section : les communes comprises dans l'enceinte des
fortifications se rattacheront aux arrondissements de
Paris qui leur seront assignés.

Art. 7. Pour faciliter les communications et la pu-
blicité : les sections se divisent en centurions, les cen-
turions en décuries. En conséquence, il est nommé un
centurion par cent sociétaires, un décurion par dix.

Les communications ont lieu de la manière sui-
vante : Le comité central s'adresse aux comités d'ar-
rondissement, le comité d'arrondissement aux chefs
de sections, les chefs de sections aux centurions, les
centurions aux décurions, les décurions aux sec-
tionnaires.

Mode d'admission.

Art. 8. Tout ouvrier voulant faire partie de la So-
ciété des corporations réunies devra se faire inscrire
à la section de son quartier ou se faire présenter par

deux sociétaires. L'admission sera prononcée par une commission instituée à cet effet dans chaque section.

Art. 9. Tout citoyen non ouvrier ne pourra être admis que par la section, et seulement après le rapport d'une commission d'enquête composée de cinq membres.

Art. 10. Il sera délivré une carte à chaque nouveau sociétaire.

Cotisation.

Art. 11. Une cotisation de 10 centimes par semaine sera payée par chaque sociétaire. Les fonds seront versés à la caisse du comité central par l'intermédiaire habituel des décurions, centurions, chefs de section et comités d'arrondissement.

Cette cotisation aura pour but de subvenir aux frais généraux de circulaires, comptes rendus, impressions, etc. Chaque section pourvoira en outre, comme elle l'entendra, à ses frais particuliers de séance.

Il ne sera jamais établi de droit d'admission.

Attributions.

Art. 12. Le pouvoir constitutif et délibérant réside tout entier dans les sections. Le comité central n'est que comité directeur, chargé de mettre de l'ordre et de l'ensemble dans les délibérations et d'en promulguer le résultat.

Les questions à traiter, l'ordre du jour, émanent donc du comité central. En conséquence toute proposition particulière devra lui être envoyée par écrit : il sera juge de son opportunité.

Art. 13. Les sections délibèrent sur les questions mises à l'ordre du jour par le comité central ; le résultat des délibérations est transmis aux comités d'arrondissement.

Le comité d'arrondissement résume les questions dans le sens de la majorité des sections.

Le comité central promulgue les propositions adoptées, et avise aux moyens de les faire exécuter.

Dispositions transitoires.

Les ouvriers sont invités à faire circuler dans les ateliers des listes d'adhésion.

Chaque adhérent devra inscrire son nom, sa profession, son domicile et l'arrondissement dont il fait partie. Ces listes seront remises aux délégués.

Pour subvenir aux premiers frais, les ouvriers sont invités à s'imposer une cotisation volontaire dont le montant sera remis aux délégués de chaque profession.

Les membres du Bureau :

Pierre VINARD, président ;

BLUM, DUPAS, Vice-présidents ;

LEFAURE, DUCHÈNE, secrétaires ; JULLIEN, trésorier.

Le siège de la Société est établi provisoirement rue Constantine, 44.

URBANITÉ DE LA GARDE NATIONALE MODÉRÉE.

— Où allons-nous, citoyens ? Qui donc dirige notre pauvre France ? — Nous livrons sans commentaires le fait suivant, dont plus de vingt citoyens sont prêts à attester la véracité :

Le 9 juin 1848, vers dix heures trois quarts, un crieur de journaux traversait les groupes de la Porte-Saint-Denis, en revenant de la Chaussée-d'Antin. Il rentrait chez lui paisiblement, quand une charge a eu lieu. Des gardiens de Paris se sont emparés de quelques citoyens, et, entre autres, du crieur dont nous parlons. Ce citoyen, poussé dans les rangs de la cinquième légion de la garde nationale, a reçu en pleine poitrine, d'un garde national du troisième rang, un coup de baïonnette. Par un hasard providentiel, a dit le pharmacien qui a pansé la blessure, le coup n'a pas été mortel.

Le blessé se désolait d'avoir été lâchement frappé par la garde nationale. — Pauvre homme ! il se fut consolé d'être blessé par la troupe de ligne : — car, disait-il, la troupe de ligne est forcée d'obéir à des ordres impitoyables ; mais des concitoyens... des voisins... des frères !...

Quel désordre ! quelle administration !

ATELIERS NATIONAUX.

Paris, le 8 juin 1848.

II.

CITOYEN RÉDACTEUR,

Voulez-vous gagner vingt-trois sous par jour, le dimanche excepté ? je vous entends, d'où je suis, malgré contre ma tenacité à faire des propositions honnêtes. D'abord vous serez là en bonne compagnie, on recrute partout pour la bonne discipline des ateliers nationaux ; — il faut de l'ordre avant tout pour obtenir un résultat favorable de toutes les machines

mises en mouvement ; surtout des solides pivots qui répondent des roues d'engrenage. A cet effet, le planteur-ingénieur Lalanne, par la volonté souveraine des 900, devra recevoir, dans un bref délai, les citoyens dénommés ci-après :

DUPIN, chef du contentieux national, sans nationalité ;
BUGAUD, prince héréditaire de la rue Transnonain ;
ABD-EL-KADER, (détenu politique), chargé du service extérieur de la rue Droin-Quintaine, à La Villette (banlieue) ;
LAMENNAIS, aumônier ordinaire et évêque *in partibus* ;
GOURDINEAU, ci-devant argousin près le philanthrope colonel Marengo, chargé d'or d'abord, et ensuite des condamnés militaires de l'Algérie ;
DUMONT, ancien ministre des travaux publics, etc.

Le personnel de l'état-major des travaux nationaux est susceptible d'une augmentation progressive de famille, à seule fin... que cela ne finisse jamais.

Vous ne voyez dans ces dispositions purement fraternelles, citoyen rédacteur, que le mauvais côté de la chose ; que sera-ce alors quand vous apprendrez que dans les régiments les mieux disciplinés, on se borne à trois appels, qui ont pour résultat une émulation dont on ne tient pas assez compte dans la société des hommes libres... Depuis quelques vingt-quatre heures, sur les travaux des *ronge-riches*, on a plus à faire qu'à former et rompre les rangs de cinq en cinq minutes, ni plus, ni moins ; est-ce que vous ne comprenez pas le charme de cette mesure élastico-bagne ? à Toulon, à Brest et à Rochefort, on prend de ces précautions dans les cas d'évasion ! Si les citoyens cités plus haut ne se hâtent d'entrer en fonctions, je crains bien que l'obéissance passive, cet esprit d'harmonie, ne disparaisse bientôt parmi les travailleurs archi-embrigadés, car qu'est-ce que la discipline réglementaire ?... rien qui vaille. Il faut que l'ouvrier comprenne bien que l'ordre repose dans son immobilité et dans son silence, ou gare alors, — car il reste un dernier moyen pour lui apprendre à vivre, c'est-à-dire qu'il mettra violemment l'Etat dans le droit de lui demander compte du franc quinze centimes qu'il reçoit chaque jour ouvrable de la République peu fêteuse.

Ne pardons jamais de vue que pour le maintien de la tranquillité intérieure, il faut user des grands moyens, tels que la fameuse machine pneumatique-presso-comico-tragico-républicaine employée à Saint-Roch.

Les citoyens représentants Hugo et Thiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de cette dernière mesure, comme étant aptes à moraliser le peuple par le bon exemple qu'ils donnent et ont toujours donné dans leur existence conjugale... aidés qu'ils seront par le policemen Louis-Napoléon Bonaparte, le socialiste de la misère organisée.

On m'a assuré, et j'y crois, que tous ces personnages assisteront comme commissaires au banquet à cinq sous !

Que Dieu sauve la République et tous les Républicains !

SALUT ET FRATERNITÉ !

PHALÈNE.

NOUVELLES DES CORPORATIONS.

— Les Ouvriers en limes se réuniront mardi 15 juin, à cinq heures du soir, rue Saint-Antoine, salle des Accacias. Cette réunion a pour but de s'entendre avec les patrons sur le tarif qui leur a été présenté.

— Les Chaussonniers auront une assemblée mercredi prochain 14 juin, à huit heures, rue Galande, 4, au Vieux-Chêne.

— Les Patrons Chapeliers essaient de fonder une Société qui n'a de philanthropique que le titre. Rien d'aussi curieux que de lire l'affiche de ces messieurs qui croient qu'avec des paroles ils allécheront les bons ouvriers. Ceux-ci répondent en créant la Société fraternelle qui doit commencer à fonctionner lundi prochain.

— Les ouvriers Menuisiers ont formé un Comité central qui dirige les Comités d'arrondissement qui, depuis plusieurs jours, sont établis et fonctionnent avec une grande activité.

— Les ouvriers Peintres et Vitriers en bâtiments, Décorateurs, Lettres et Attributs de toute la France viennent de fonder une Association fraternelle qui aura des ramifications dans toute la France. L'article premier de leur règlement déclare que les ouvriers associés ne peuvent plus être embauchés par les patrons.

— Tous les travailleurs habitant Paris sont prévenus qu'il y a, dans chaque arrondissement, des Comités spéciaux où l'on discute le projet de Société des corporations réunies.

— Nous recevons à l'instant une lettre des Cordonniers qui dément d'une façon absolue toutes les calomnies débitées sur leur Association. Nous publierons cette lettre dans notre prochain numéro.

— Les délégués des corporations qui ont siégé au Luxembourg, faisant partie du sixième arrondissement, sont invités à se rendre mardi, 13 juin, à 7 heures précises du soir, chez le citoyen Dercheu, rue Aumaie, 1.

— Les cambreurs, après avoir soumis à leurs patrons un tarif qui fut accepté par 90 sur 104 fabricants, furent obligés, après trois mois d'attentes vaines et de mauvais vouloir de la part des patrons, de quitter leurs ateliers. Une société fut formée par eux à l'effet de secourir les hommes sans ouvrage, et après quinze jours de non travail, les patrons adhèrent au tarif. Un fait déplorable à constater, c'est que ce sont les plus forts fabricants qui eux-mêmes se refusent à signer un tarif général, pour se conserver la latitude de faire travailler à bas prix dans la morte saison qu'ils provoquent quand bon leur semble ; nous devons dire que cette société de résistance formée dans un moment désastreux, offre aujourd'hui les plus beaux résultats sous les rapports de l'union et du capital qu'elle possède.

M. le Rédacteur, je vous prie d'insérer la lettre suivante :

Depuis le décret sur le Marchandage plusieurs procès ont été faits au port de la Villette à plusieurs marchands et pas un n'est encore terminé. Je ne comprends rien à un si grand retard, surtout quand le travail et l'existence de plusieurs Travailleurs en dépendent.

Il se trouve parmi les marchands un homme assez bien placé. Je crois qu'une place comme celle qu'il occupe pourrait bien lui suffire, sans venir exploiter l'ouvrier à son profit au port de la Villette.

Je prie donc M. le procureur de la République de ne pas laisser traîner des questions aussi sérieuses pendant si longtemps. Agrez, je vous prie, mes salutations empressées.

L'EVÊQUE.

Délégué des Débardeurs de la Villette au Luxembourg.

— On signe au bureau de notre journal les pétitions adressées à l'Assemblée nationale relatives aux bureaux de placement des Cordonniers, des Cuisiniers, des Coiffeurs, des Garçons marchands de vins, limonadiers, restaurateurs et des ouvriers boulangers. La place nous manque pour donner aujourd'hui le texte de cette pétition, mais nous reviendrons sur cette question importante à laquelle sont intéressés un grand nombre de travailleurs.

BULLETIN DE L'EXTÉRIEUR.

A cinq mille lieues de la France, dans l'Inde, au Lahore, voici que retentit un écho du grand cri de liberté poussé par Paris le 24 février ! Des lettres de Malte, du 3 courant, annoncent que des collisions sanglantes ont éclaté entre les Hindoux et les troupes de la Compagnie anglaise. Les adorateurs de Brahma sortiraient-ils enfin de leur léthargie séculaire ? On le pense.

Des deux côtés de la Manche, la loi sur les attroupements a été jugée nécessaire et promulguée. Seulement, à Londres, les policemen l'exécutent déjà en fendant, à coups de bâton, la tête à John Bull, le chartiste anglais ; le Français Jacques Bonhomme n'en est pas encore arrivé là ; mais tout fait espérer qu'il y viendra, — à moins que.....

Vienne s'habitue à se passer de monarque ; l'Espagne et le Portugal commencent à trouver que Vienne a parfaitement raison. La Lombardie, au contraire, éprouve le besoin d'un roi ; c'est du moins ce que dit Gioberti, le Lamartine italien ; mais le républicain Mazzini affirme le contraire. Charles-Albert ne se prononcera définitivement que lorsqu'il aura de nouveau battu les Autrichiens, après lesquels il court pour les forcer à une nouvelle bataille qui sera décisive.

A Naples, lors de la fête de Ferdinand l'égorgeur, l'escadre anglaise s'est pavoisée et a tiré un salut de cent et un coups de canon ! La flotte française a gardé le silence et a voilé son pavillon. C'est bien, brave amiral, Baudin ! Mais que font cependant nos pentarques de la commission exécutive ? Ils regardent venir M. Thiers, parbleu !... Le bruit a couru hier dans Paris que le roi de Naples a été assassiné. Cela n'est pas, cela ne peut pas être ; ce n'est pas ainsi que doit mourir le lazzarone royal. Qu'un jour, au milieu des nations silencieuses, on puisse voir passer lentement les bourreaux des peuples, protégés par le mépris et portant au front, à la place où posait la couronne ; le signe éternel de réprobation que la main de Dieu imprima jadis sur le front de Caïn !...

Dépôt du journal chez ANGIBERT, papetier, rue des Grès-Sorbonne, 18.

PERNOT, ouvrier ébéniste, gérant.

Paris. — Imprimerie de LACOUR, rue St-Jacques-St-Michel, 33.